

Forum européen du partenariat 2017

Le Forum européen du partenariat 2017 a réuni près de 500 acteurs issus de plus de 60 pays, ce qui a permis de créer des perspectives très variées et enrichissantes. Près de 25 % d'entre eux venaient de pays non-européens. Toutes les institutions européennes y étaient dûment représentées, et plusieurs États membres de l'UE (EM) ont également participé. Lors d'un sondage rapide à l'occasion de la cérémonie d'ouverture, 16 % des interrogés déclaraient vouloir mettre en place une politique de développement ou d'action publique, 31 % prônaient la gouvernance et la défense de diverses causes, et 53 % optaient pour les deux. Cet événement rassemblait différentes organisations de la société civile (OSC), ainsi que des autorités locales (AL) et leurs réseaux, et des agents publics. Les 28 signataires de l'accord-cadre de partenariat (ACP) étaient présents avec plusieurs autres membres.

Le **Consensus européen pour le développement**, adopté le mois dernier, s'est vite imposé comme une thématique essentielle du Forum. Cette politique définit la mise en place de l'**Agenda 2030** et des objectifs de développement durable (ODD) pour la coopération au développement de l'UE. Les principaux objectifs étaient d'explorer la mise en place du *Consensus* et de renforcer et approfondir les partenariats de l'UE avec les OSC et les AL à travers le monde. Le *Consensus* reconnaît les OSC et les AL comme des actrices et partenaires clés de l'UE, et promet « de renforcer nos partenariats... via le dialogue et le soutien, ... en utilisant des formes d'engagement plus innovantes ». De cette manière, les OSC et AL pourront assumer pleinement le rôle crucial qu'elles ont à jouer pour gouverner, défendre et appliquer les objectifs. Les nombreuses OSC et AL ont reçu plusieurs remerciements pour leur contribution à la formulation du *Consensus* et ont également été conviées à participer à sa mise en place.

Eut égard aux difficultés, crises et énormes défis auxquels sont confrontés les ODD, Rosário Bento Pais et Klaus Rudischhauser, tous deux membres de la CE, ont souligné qu'il était important de se rencontrer pour discuter et trouver des solutions concrètes. Ne pouvant être plus d'accord, le Commissaire européen Neven Mimica a ajouté que la CE recherche « de nouvelles solutions mieux adaptées pour témoigner son engagement » et faire en sorte d'inclure tous les partenaires. « Notre stratégie consiste à valoriser la coopération entre OSC et AL, car nous avons besoin de votre aide pour appliquer ces objectifs, ainsi que pour discuter des politiques, les façonner et finalement adopter une gouvernance ». Jüri Seilenthal, au nom de la présidence estonienne, a déclaré que les ODD exigent une collaboration plus étroite et plus innovante. « La somme de nos expériences et expertises cumulées est une richesse spectaculaire qu'il convient d'exploiter », déclare-t-il.

Le Forum a mis sur la table des sujets importants en plaçant au cœur du débat les zones géographiques aux enjeux cruciaux. Afin de répondre aux défis concrets qui évoluent constamment, la seule solution est de renforcer les partenariats comme jamais auparavant. Trois grands objectifs interconnectés ont été discutés lors de cette rencontre : **1) Accélérer le processus** : Les 13 séances ont permis de discuter des problèmes clés notamment des moyens d'application disponibles, de la réduction de l'espace, du respect du New Deal dans les États fragiles, et de la résilience, entre autres. **2) Créer des synergies entre les multiples acteurs** : Regroupés en 4 zones géographiques afin de planifier et construire, les participants se sont préparés pour les sommets à venir (UA-UE, ASEM, UE-CELAC) ou ont tenté d'établir des dialogues politiques (Voisinage sud et Moyen-Orient). **3) Développer les initiatives** : Il a été question des outils et mécanismes financiers pertinents de la CE (le but était de fournir de plus amples informations sur les aspects suivants : l'approche de l'UE vis-à-vis de la résilience, le Fonds d'affectation spéciale d'urgence de l'UE pour l'Afrique, les régulations de l'UE concernant les subventions en cascade, et les subventions de la France pour les OSC). Les participants ont également été consultés sur plusieurs sujets pour la période de 2018 à 2020, notamment sur les programmes des OSC et des AL, le programme DEAR, l'IEDDH, et le plan d'investissement extérieur de l'UE.

Dans toutes les sessions, chaque acteur a illustré son rôle important et unique dans l'application de l'Agenda 2030, en examinant les responsabilités clés et en cherchant des moyens de remédier aux

environnements locaux difficiles, d'être efficace, d'habiliter et de trouver des stratégies gagnant-gagnant concrètes. Olga Montufar Conteras a reconnu le travail de la CE (Réseau mondial des autochtones handicapés, IPDGN) en disant : « Il est très intéressant de travailler avec l'UE parce qu'elle fait spécifiquement référence aux personnes autochtones handicapées. Aujourd'hui, il y a une justice : nous sommes ici et nous sommes reconnus ». « Nous pouvons contribuer à la société », mais nous « avons besoin d'une approche globale ». Cependant, des efforts supplémentaires sont encore à fournir pour faire en sorte de rendre les partenariats encore plus inclusifs et pour promouvoir activement la diversité des OSC et des AL ainsi que leur participation au dialogue et à la prise de décision (en particulier pour ceux qui n'ont pu jusqu'à maintenant donner de la voix). Le Commissaire Mimica a déclaré : « Les ODD ne peuvent fonctionner qu'en impliquant les acteurs de première ligne, ... vous pouvez donc être assuré de mon ferme engagement à vous garder au centre de notre attention ». Le rôle des femmes a ainsi été mis en valeur, de même que l'importance des grands défis qui restent encore à relever. Comme il nous l'a été rappelé, la question du genre doit, pour chaque problématique, être examinée, et son financement doit être une priorité de l'UE. Karla Quintana, juge de la Cour suprême du Mexique, a parlé avec vigueur de la manière dont « Le manque de représentation des femmes dans la vie publique a des conséquences directes sur la mise en place des politiques publiques ». Il a également été demandé d'accroître l'intérêt porté au rôle de la jeunesse. La plupart des sessions ont souligné le fait d'inclure le développement des capacités et de répondre aux besoins des acteurs locaux et des organisations plus petites. Ziad Samad (Réseau des ONG arabes pour le développement) a déclaré : « Pour optimiser les synergies, l'objectif est de replacer les enjeux mondiaux dans leur contexte régional tout en y apportant l'expérience d'autres régions », y compris celle d'autres intervenants et acteurs. Certains ont parlé des étapes initiales prises lors des dialogues structurels locaux et régionaux qui ont mené à la mobilisation et à l'action. Plusieurs requêtes sollicitant plus d'opportunités multipartites, ainsi que des collaborations intersectorielles à l'avenir ont été soulevées. Parallèlement, il a été demandé que les dialogues structurés se multiplient et se renforcent.

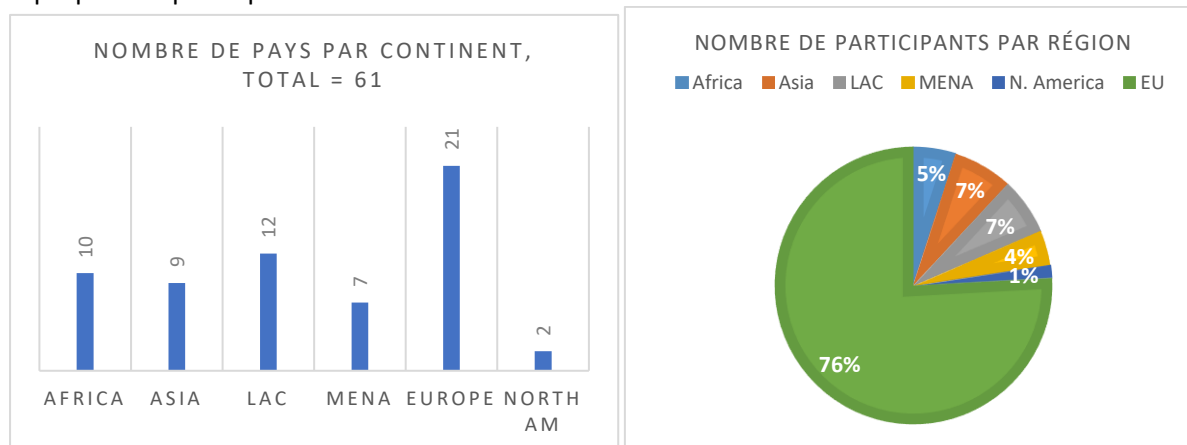
Trouver l'environnement propice (EP) pour que les OSC et les AL jouent pleinement leur rôle est une préoccupation constante incluse dans les engagements clés de l'UE. C'est encore une problématique forte et elle a été mentionnée dans de nombreuses sessions. Il existe des défis majeurs, à la fois évidents et subtils, en ce qui concerne la réduction de l'espace pour les OSC. Lors du sondage plénier, à l'heure de qualifier les conditions actuelles de leur environnement de travail, les participants au Forum ont été presque uniformément répartis : 15 % les ont jugé répressives, 31 % trouvent qu'elles s'aggravent, 25 % qu'elles s'améliorent et 29 % les trouvent propices. Ces résultats viennent s'ajouter à un contexte mondial qui subit les conséquences des pressions exercées pour renforcer la sécurité et qui voit les fonds provenant de donateurs tiers diminuer. L'UE a déployé des efforts considérables pour répondre aux questions que posent l'EP, la réduction de l'espace et le soutien apporté aux défenseurs des Droits de l'Homme, mais ils ne sauraient suffire. Le Commissaire Mimica a déclaré que la réduction de l'espace pour l'EP des OSC est « contraire à tous les engagements que l'UE a pris et doit prendre », et a promis que : « Nous ferons tout notre possible pour protéger et assurer l'espace, ainsi que pour garantir le soutien et la sécurité dont vous avez besoin pour faire votre travail et pour que nous puissions faire le nôtre au mieux. » Seilenthal a souligné que le Conseil et les États membres continuaient de s'inquiéter de la réduction de l'espace et de l'engagement envers l'EP, ainsi que du soutien nécessaire au renforcement des capacités des OSC et AL à toutes les étapes (politique, planification, mise en place, suivi, évaluation et responsabilisation). L'UE et les principaux dirigeants ont été mis au défi d'impliquer les gouvernements et d'assurer leur soutien et leur coopération avec les OSC et les AL. Stavros Lambrinidis, le Représentant spécial de l'UE pour les Droits de l'Homme a déclaré : « Les gouvernements qui collaborent avec les OSC ne sont pas un problème de l'ouest, de l'est, du nord ou du sud, c'est un problème mondial » et « travailler avec les OSC apporte stabilité et ouverture ». Comme il a souvent été souligné, la participation réelle et la démocratie nécessitent un soutien, un renforcement des capacités et des financements, des partenariats, une portée, des informations, de la technologie, des cadres réglementaires ainsi que des institutions indépendantes pour la vérification et les recours.

Le rôle des OSC et des AL en tant que gardiennes et actrices de la gouvernance et de la responsabilité a été organisé tout au long du Forum. Il a été admis qu'il fallait beaucoup plus de travail pour une responsabilisation et un suivi efficaces des engagements mondiaux et nationaux de l'UE. Les 17 ODD ont été soulignés. Il nous a été rappelé que les OSC et les AL ont aussi un rôle à jouer au sein du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. Dans de nombreuses sessions, des appels ont été lancés pour un suivi plus complet, en particulier pour responsabiliser les gouvernements. C'est à notre portée et nécessaire, même pour des problèmes difficiles aux enjeux multiples tels que le commerce, la négociation de la paix et la construction d'établissements de santé : « Il est positif de disposer d'un mécanisme de suivi permettant aux représentants des citoyens de discuter avec les institutions » (Georgios Altintzis, CSI). Tous les acteurs doivent se retrouver autour d'une table pour se surveiller et se tenir responsables mutuellement, y compris les communautés locales et les femmes (Rita Lopidia Martin, Organisation EVE pour le développement des femmes dans le Sud-Soudan). Guy Aho Tete, (REPAOC) a déclaré que le rôle des OSC est de « soutenir le secteur public, amplifier notre voix, accompagner les autorités, non pas en tant qu'ennemi mais en proposant des alternatives ». Cela nécessite « de nouvelles définitions de notre rôle et de notre soutien aux plateformes mondiales ». « Avec du recul, certes il y a eu des améliorations, mais de grands défis sont encore à relever. Les ODD devraient inclure un outil de surveillance, quant à nous, en tant que société, il nous faut fournir des informations, ce que nous sommes parfois réticents à faire parce que nous avons peur » (Olga Montufar Conteras, IPDGN). Sally Nicholson (WWF) a demandé à l'UE de renforcer le suivi des ODD et du Consensus et a appelé l'UE à renouveler des rapports complets et transparents sur son financement pour le développement.

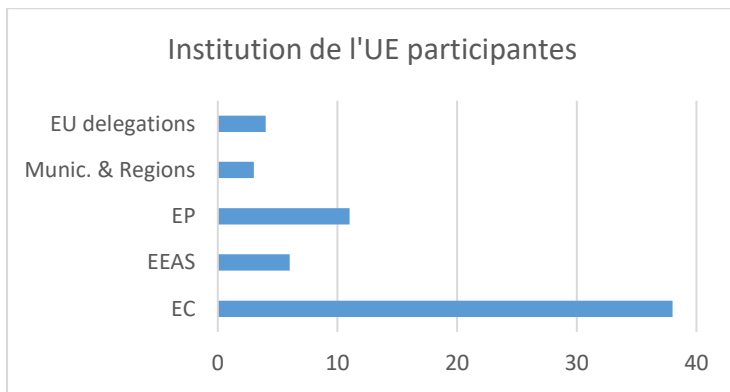
Beaucoup d'entre vous ont participé activement à la préparation de cet événement. Merci d'avoir participé à sa réussite.

Chiffres clés :

À propos des participants :



Les institutions européennes lors du forum du partenariat :



Enquête rapide lors de la séance plénière d'ouverture :

- 44 % observent sur le terrain que **l'UE est le principal contributeur financier du monde**,
47 % ont déclaré que l'UE accélère le processus
9 % ne l'observent pas.
- **Encourager la résilience** est une nouvelle démarche de l'UE,
33 % le font déjà,
mais 60 % estiment que les OCS et les AL ne sont pas encore assez impliqués.
- **L'interaction entre les OCS et les AL**
68 % disent qu'elle est essentielle au niveau local
25 % estiment que la confiance mutuelle commence à se construire,
seulement 7 % pensent que ces acteurs ne sont pas compatibles.
- **Collaboration avec le secteur privé**
22 % disent qu'ils travaillent déjà ensemble,
16 % sont prêts à le faire,
mais 62 % disent qu'ils n'ont pas encore dépassé ce clivage
- Les conditions actuelles de **l'environnement propice** dans le contexte du travail
15 % elles sont répressives
31 % elles s'aggravent
25 % elles s'améliorent
29 % elles sont propices